

La transparence budgétaire comme levier de bonne gouvernance dans le secteur public en Algérie

Budget transparency as a lever for good governance in Algérie's public sector

BENICHOU Mouffok ^{1*}, BEKHEDDA Leyla ²

¹Université Mohammed Ben Ahmed- Oran 2 (Algérie), benichou.mouffok@univ-oran2.dz,

² Université Mohammed Ben Ahmed- Oran 2 (Algérie), bekhedda.leyla@univ-oran2.dz,

Date de réception : 03/06/2025 ; Date d'acceptation: 12/12/2025 ; Date de publication : 25/12/2025

Résumé : Cet article analyse de la transparence budgétaire en tant que vecteur essentiel de renforcement de la gouvernance publique en Algérie. Il met en lumière les carences structurelles historiques en matière de clarté budgétaire, et plaide pour une réforme systémique fondée sur instauration d'un cadre juridique rigoureux, l'utilisation d'outils numériques, et la formation des agents publics. L'étude souligne l'importance de l'implication des citoyens et des collectivités locales dans le processus budgétaire, en tant que facteur de responsabilisation et de confiance institutionnelle. Des expériences internationales, telles que celles du Danemark, de la Nouvelle-Zélande et du Portugal, sont mobilisées comme références comparatives. Enfin, l'article insiste sur la nécessité d'un engagement politique fort et d'une culture administrative orienté vers la redevabilité, condition sine qua non d'une gouvernance publique efficiente et transparente en Algérie.

Mots-clés : Transparence Budgétaire, gouvernance publique, Responsabilité financière, Réformes budgétaires, Gestion des finances publiques.

Codes de classification Jel : G30 ; H31 ; H70.

Abstract: This article examines the challenges of budget transparency as a key driver for strengthening public governance in Algeria. It highlights the historical structural deficiencies in budget clarity and advocates for systemic reform based on the establishment of a rigorous legal framework, the use of digital tools, and the training of public officials. The study emphasizes the importance of involving citizens and local authorities in the budgetary process as a factor for accountability and institutional trust. International experiences—such as those of Denmark, New Zealand, and Portugal—are used as comparative references. Finally, the article stresses the need for strong political commitment and an administrative culture focused on accountability as essential conditions for efficient and transparent public governance in Algeria.

Keywords: Budget transparency, Public governance, Financial accountability, Budgetary reforms, Public financial management.

Jel Classification Codes : G30 ; H31 ; H70.

* Auteur Correspondant : BENICHOU Mouffok, e-mail : benichou.mouffok@univ-oran2.dz

Introduction

La situation actuelle de la transparence budgétaire en Algérie est indissociable de l'évolution des politiques publiques et de la gouvernance. En effet, l'Algérie a connu plusieurs phases de réformes économiques depuis le début des années 2000, mais ces réformes n'ont pas toujours été accompagnées d'une amélioration significative de la transparence de la gestion des finances publiques. Dans ce contexte, le développement d'un mode de gouvernance basé sur la transparence de l'action publique apparaît comme une nécessité afin de moraliser la vie publique et de répondre aux attentes des citoyens, qui aspirent à davantage de responsabilité et de reddition de comptes de la part des autorités. (Barka & Kissi , 2022)

La gouvernance budgétaire en Algérie a longtemps souffert d'une perception de manque de clarté et d'opacité. Les instruments de gouvernance financière doivent évoluer vers une approche plus stratégiquement orientée. Cela implique la mise en place de mécanismes garantissant une transparence accrue dans la gestion des budgets publics. En effet, les réformes budgétaires entreprises ces dernières années visent à instaurer une gouvernance axée sur la performance, qui ne saurait se concevoir sans un budget accessible et intelligible pour tous les acteurs concernés. L'un des principaux enjeux de cette transformation est la liaison entre transparence budgétaire et résultats de gouvernance. Une gestion financière ouverte est susceptible d'améliorer la qualité des décisions politiques, de stimuler l'engagement civique et de renforcer la confiance des citoyens envers leurs institutions. Ainsi, la dynamique actuelle met en exergue l'importance d'une relation positive entre transparence budgétaire et efficacité des politiques publiques. Il ne faut pas négliger l'impact des enquêtes sur la transparence budgétaire qui ont été menées en Algérie, fournissant un éclairage supplémentaire sur les défis à relever. Ces analyses révèlent que, même si des progrès ont été réalisés, des efforts substantiels restent nécessaires pour établir une culture de la transparence. Le pays doit non seulement répondre aux exigences de transparence en matière de dépenses publiques, mais également promouvoir une communication efficace des informations budgétaires au grand public pour renforcer la compréhension et l'appropriation des enjeux (Barka & Kissi , 2022).

Par ailleurs, les problématiques de gouvernance budgétaire sont interconnectées avec des facteurs socio-économiques plus larges. L'Algérie fait face à des défis tels que la dépendance aux revenus pétroliers, qui influent lourdement sur ses finances publiques. Cela rend la transparence budgétaire d'autant plus cruciale, car une gestion efficace et responsable des ressources publiques est indispensable pour naviguer dans un contexte économique incertain et pour faire face aux exigences sociales pressantes (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Objectifs et problématiques liées à la gouvernance publique

L'émergence d'une gouvernance publique efficace est aujourd'hui au cœur des débats sur la gestion des finances publiques en Algérie. Face à un paysage économique en mutation et à des attentes croissantes de la part des citoyens, les objectifs et problématiques liés à la gouvernance publique doivent être soigneusement examinés. L'un des principaux objectifs de cette gouvernance réside dans la nécessité de créer un cadre transparent qui facilite l'accès à l'information budgétaire pour tous les acteurs concernés, allant des décideurs politiques aux citoyens. La transparence budgétaire n'est pas qu'un principe souhaitable ; elle est devenue un élément incontournable pour favoriser l'engagement civique et la confiance dans les institutions publiques (Barka & Kissi , 2022).

L'absence de transparence a historiquement été synonyme de suspicion et de méfiance vis-à-vis des autorités, aggravant ainsi la perception d'une gestion opaque et éloignée des préoccupations des citoyens. Dans cette perspective, il est impératif d'instaurer des mécanismes de gouvernance qui favorisent non seulement l'accès à l'information, mais également une compréhension claire des processus budgétaires en cours. Cela implique un changement dans la manière dont les informations sont communiquées et présentées, afin de permettre une meilleure appropriation par le grand public (OECD, 2017). La reformulation de la gouvernance budgétaire en Algérie doit ainsi inclure une approche axée sur la performance, où chaque acteur répercute ses responsabilités et justifie ses choix, en fournissant des données compréhensibles et (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Les problématiques liées à la gouvernance publique sont particulièrement aiguës dans un contexte où les enjeux socio-économiques sont marqués par une dépendance structurelle des revenus pétroliers. La volatilité des prix du pétrole expose les finances publiques à des risques importants, rendant d'autant plus critique la nécessité d'une gestion responsable et transparente des ressources (Schick, 2008). Ainsi, les objectifs de la gouvernance budgétaire doivent aller au-delà d'une simple régulation normative pour s'orienter vers des résultats mesurables qui garantissent la pérennité des ressources de l'État. Cela nécessite une analyse approfondie des blocages institutionnels et la mise en place de réformes adéquates pour surmonter ces obstacles (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

I. Cadre conceptuel et théorique de la transparence budgétaire

I.1. Définition et enjeux de la transparence financière

La transparence financière est généralement reconnue comme un principe fondamental de la bonne gouvernance, se traduisant par la clarté, l'ouverture et la responsabilité dans la gestion des finances publiques. Elle implique un accès aisé et égal à l'information budgétaire, permettant ainsi à tous les acteurs, y compris les citoyens, de prendre part au débat public relatif aux enjeux économiques et sociaux. Dans le contexte algérien, où le scepticisme à l'égard des institutions est tangible, la transparence financière revêt une importance cruciale pour établir un climat de confiance entre l'État et la société civile. En effet, l'absence de transparence conduit souvent à des soupçons de corruption et à une perception de détournement des ressources publiques, ce qui fragilise la légitimité des gouvernants et leur capacité à légiférer efficacement (Heald, 2003), (E. Alt & Dreyer Lassen, 2006)

L'enjeu principal de la transparence financière réside dans la capacité à offrir une information non seulement accessible, mais aussi intelligible pour l'ensemble des citoyens. Cela nécessite des efforts considérables pour reformuler les communications budgétaires de manière à les rendre pertinentes et compréhensibles (Fölscher, 2007). Il ne s'agit pas simplement de publier des chiffres ou des rapports, mais de présenter les données de façon claire, avec des analyses qui puissent éclairer les choix et les enjeux stratégiques de la politique publique. En ce sens, le développement d'indicateurs de performance précis est impératif pour évaluer l'impact des politiques sur le bien-être général de la population. Ces indicateurs doivent être conçus non seulement pour répondre aux exigences de la transparence, mais aussi pour incarner une évaluation continue des résultats par rapport aux attentes des citoyens.

De plus, la mise en œuvre d'une transparence financière effective s'accompagne de la nécessité d'un cadre réglementaire qui soutienne ces démarches. Selon (Schick, 2008), une approche contemporaine de la gestion des dépenses publiques implique non seulement la transparence mais aussi une rigueur institutionnelle renforcée pour maximiser l'efficacité budgétaire ». Par exemple,

L'Algérie a amorcé plusieurs réformes visant à renforcer la transparence budgétaire, mais ces initiatives doivent être systématiquement évaluées pour en mesurer l'efficacité. Les réformes doivent aller au-delà des simples obligations de publicité pour intégrer un cadre de participation citoyenne, garantissant ainsi que les voix des différentes parties intéressées soient entendues et prises en compte. Par conséquent, la transparence doit être perçue comme un processus évolutif, où l'information budgétaire sert de fondement à un engagement civique plus large (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

L'intégration de mécanismes de participation citoyenne est également un élément central pour garantir une véritable transparence. La capacité des citoyens à s'engager dans des débats sur le budget, à formuler des demandes et à participer aux processus de prises de décisions influence grandement la perception de l'efficacité du gouvernement. Les canaux de communication entre l'État et les citoyens doivent être renforcés, permettant une circulation bidirectionnelle de l'information. Cela conduit non seulement à une meilleure compréhension des enjeux budgétaires, mais aussi à une appropriation collective des ressources publiques, rendant ainsi les citoyens co-responsables des décisions prises par leurs représentants (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

I.2. Modèles internationaux de bonne gouvernance

Dans le cadre de la bonne gouvernance, plusieurs modèles internationaux se sont imposés comme des références clés, permettant d'évaluer et de comparer les pratiques de transparence budgétaire. Ces modèles, issus de contextes variés, offrent des enseignements précieux pour l'Algérie, un pays en quête d'efficacité dans la gestion de ses finances publiques. Au cœur de ces modèles se trouve une garantie d'intégrité, de responsabilité et d'inclusion, qui sont des éléments fondamentaux dans le processus de gouvernance.

Le modèle danois, par exemple, illustre une approche où la transparence financière est institutionnalisée à travers des pratiques rigoureuses de publication des informations budgétaires et des rapports d'audit accessibles au public. Ce système encourage la participation des citoyens dans le processus budgétaire. La clarté et l'accessibilité des informations financières alimentent non seulement le débat public mais renforcent aussi la confiance entre l'État et les citoyens. Dans un pays comme l'Algérie, intégrer de telles pratiques pourrait contribuer à apaiser les craintes liées à la gestion opaque des ressources publiques et combler le fossé de confiance qui s'est creusé au fil des années (Barka & Kissi, 2022).

L'expérience néo-zélandaise est également significative, car elle illustre comment la réforme du cadre budgétaire a été au centre de l'amélioration de la performance du secteur public. Ici, la gestion axée sur les résultats a été mise en avant comme un moyen d'inciter à la transparence. En haut lieu de se concentrer uniquement sur les coûts, le gouvernement néo-zélandais a commencé à prêter attention aux résultats obtenus grâce aux dépenses publiques, et ce, en impliquant différents acteurs dans l'élaboration des priorités budgétaires. Ce modèle inspire une réflexion sur la nécessité pour l'Algérie de développer des indicateurs de performance clairs et orientés vers des résultats qui répondent aux besoins des citoyens, favorisant ainsi une transparence accrue et une responsabilisation des gestionnaires publics (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Parallèlement, le modèle portugais montre l'importance de l'interaction entre le gouvernement et les différentes parties prenantes, y compris le secteur privé et la société civile. Au travers de mécanismes de participation citoyenne, les Portugais ont réussi à établir un dialogue constructif qui a permis de renforcer la confiance dans les institutions publiques. Ceci est particulièrement

pertinent pour l'Algérie, où la participation active peut contrer le scepticisme ambiant envers les institutions étatiques. En encourageant les citoyens à s'engager dans le processus budgétaire, l'Algérie pourrait bénéficier de perspectives enrichissantes qui orienteraient les priorités publiques de manière plus efficace (Daddi Ddoun & Oudai, 213). (Fölscher, 2007) souligne que l'une des principales réponses aux défis de la transparence budgétaire repose sur des mécanismes de participation structurés et inclusifs. »

Cependant, l'adoption de ces modèles ne se fera pas sans défis. L'Algérie, avec son histoire et sa structure socio-économique unique, doit adapter ces approches en tenant compte des spécificités locales. Cela passe par une réforme en profondeur de la législation budgétaire et par le renforcement des capacités institutionnelles pour assurer une mise en œuvre cohérente. Les cadres réglementaires doivent compléter les efforts de transparence en prévoyant des mesures incitatives pour les fonctionnaires afin qu'ils se conforment aux normes établies.

Un des enjeux majeurs réside dans la capacité à créer un écosystème où les informations financières sont non seulement publiées mais également interprétées. Étendre la formation des agents publics à la communication et à l'interprétation des données budgétaires pourraient permettre une amélioration significative de l'accès à l'information. Cela nécessite une vision stratégique qui promeut une culture de la transparence au sein des institutions publiques (Barka & Kissi , 2022) (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

I.3. Adaptabilité des concepts au contexte algérien

L'adaptabilité des concepts de transparence budgétaire dans le contexte algérien se présente comme un enjeu fondamental pour la mise en œuvre de pratiques de bonne gouvernance. Cela nécessite une réflexion approfondie sur les spécificités socio-culturelles et économiques d'un pays comme l'Algérie, qui possède un parcours historique et institutionnel distinct. Les défis inhérents à la transition vers une plus grande transparence budgétaire demandent non seulement des stratégies efficaces, mais également un ajustement des concepts internationaux à la réalité algérienne.

Dans le cadre des réformes budgétaires, il est crucial de s'appuyer sur les leçons tirées de l'expérience internationale tout en tenant compte des particularités locales. Par exemple, le modèle danois, avec sa clarté et sa rigueur en matière de transparence, pourrait donner des pistes à l'Algérie pour structurer son cadre de publication budgétaire. Cependant, une simple imitation ne suffira pas. Il s'agit de contextualiser ces pratiques afin qu'elles soient en phase avec les attentes des citoyens algériens, qui ont développé un scepticisme face à la gestion des finances publiques. Une approche trop rigide pourrait entraîner un rejet des initiatives de transparence par la population, tant ce dernier a besoin d'être convaincu de l'authenticité et de l'intégrité du système (Barka & Kissi , 2022).

Le modèle néo-zélandais démontre également l'importance d'une gestion axée sur les résultats, mais ce modèle suppose un niveau de maturité institutionnelle que l'Algérie doit d'abord développer. Pour progresser, il est essentiel d'instaurer des indicateurs de performance adaptés aux réalités locales et aux besoins concrets des citoyens, car la gestion des ressources publiques doit se traduire par des résultats tangibles dans la vie quotidienne des algériens. Il est nécessaire d'impliquer différents acteurs, y compris la société civile et le secteur privé, pour construire ces indicateurs et assurer leur pertinence (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

L'exemple du modèle portugais, qui favorise une interactivité renforcée entre l'État et les citoyens, est particulièrement pertinent pour l'Algérie. En instaurant des mécanismes de participation citoyenne dans le processus budgétaire, l'Algérie pourrait non seulement renforcer la confiance dans les institutions, mais aussi s'assurer que les investissements publics répondent réellement aux aspirations des populations. Une attention particulière doit être portée à la manière dont ces dialogues sont organisés pour garantir qu'ils soient inclusifs et représentatifs de la diversité des voix et des préoccupations des citoyens (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

En outre, tout changement vers une plus grande transparence budgétaire nécessite une réforme structurelle des institutions. Cela implique de revoir la législation budgétaire pour y intégrer des normes qui favorisent la transparence et la participation. Des efforts doivent être menés pour renforcer les capacités des agents publics en matière de communication et d'interprétation des données budgétaires. Cette formation permettra de rendre l'information plus accessible et compréhensible pour le grand public, réduisant ainsi l'écart d'information qui existe actuellement entre l'État et ses citoyens (Barka & Kissi, 2022) (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Aussi, la nécessité de créer un écosystème favorable à la transparence budgétaire ne peut être sous-estimée. Cela demande non seulement des efforts au niveau législatif et institutionnel, mais également un engagement politique fort pour faire de la transparence un principe fondamental des politiques publiques. Il sera essentiel d'instaurer une culture de responsabilité civique où les citoyens se considèrent non seulement comme des spectateurs, mais comme des acteurs du changement (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

II. Analyse des mécanismes de transparence budgétaire dans le secteur public

II.1. Les politiques budgétaires et leur impact sur la gouvernance

Les politiques budgétaires jouent un rôle central dans la définition des modalités d'interaction entre les gouvernements et les citoyens, influençant directement le degré de transparence qui peut être atteint dans le secteur public. En Algérie, ce cadre est d'autant plus crucial qu'il conditionne la relation de confiance entre le peuple et ses institutions. La mise en œuvre de politiques budgétaires transparentes est essentielle pour encourager la participation citoyenne, renforçant ainsi la gouvernance dans le pays. Le lien entre la visibilité des processus budgétaires et la bonne gouvernance s'articule autour de plusieurs dimensions, dont la responsabilité, l'imputabilité et la facilité d'accès à l'information (Barka & Kissi, 2022).

Pour que les politiques budgétaires soient pertinentes dans le contexte algérien, elles doivent prendre en compte les spécificités sociales et économiques de la population. Les récentes réformes budgétaires dans le pays visent à établir un modèle qui non seulement généralise la transparence, mais qui aussi tient compte des attentes des citoyens. Ces attentes sont fondées sur une nécessité croissante de moyens d'évaluation des performances des dépenses publiques et des résultats obtenus. Ainsi, l'adoption d'une approche axée sur la performance, comme l'illustre l'expérience néo-zélandaise, pourrait offrir une voie viable, mais envisage une période de maturation institutionnelle préalable (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Par ailleurs, il est important de noter que l'interaction entre la politique budgétaire et le processus décisionnel doit se renforcer. Les citoyens doivent être intégrés dans le développement et la mise en œuvre des budgets. Des stratégies de participation citoyenne peuvent prendre forme à travers des

consultations publiques et des dialogues structurés sur les priorités budgétaires. Ces pratiques, inspirées de modèles tels que celui du Portugal, peuvent aider à créer un environnement où les citoyens se sentent sécurisés et écoutés, renforçant ainsi leur intérêt pour les affaires publiques et leur confiance envers les institutions (Daddi Ddoun & Oudai, 213). Cela implique également que le gouvernement se doit d'être proactif dans l'amélioration de la communication autour des décisions budgétaires, en s'assurant que les informations soient non seulement diffusées, mais aussi présentées de manière à être compréhensibles par le grand public.

Dans cette optique, les capacités des agents de l'État doivent être renforcées, assurant qu'ils soient bien formés pour communiquer efficacement les données budgétaires. En investissant dans la formation et la sensibilisation des acteurs publics, l'Algérie peut réduire le fossé d'information qui persiste entre l'État et les citoyens (Barka & Kissi, 2022), (Daddi Ddoun & Oudai, 213). Il en découle que la transparence budgétaire ne doit pas être perçue uniquement comme une obligation légale, mais comme une opportunité stratégique de renforcer les liens de confiance et d'impliquer la société civile dans la gestion des finances publiques.

De plus, l'instauration de mécanismes d'observation et d'évaluation des politiques budgétaires constitue une condition sine qua non pour parvenir à une réelle transparence. Cela implique non seulement que les budgets soient ouverts à l'examen public, mais aussi que des évaluations régulières soient menées pour apprécier leur efficacité et leur impact sur le bien-être des citoyens (Daddi Ddoun & Oudai, 213). La création d'indicateurs de performance adaptés à la réalité algérienne est également un défi majeur ; ces indicateurs doivent être développés en concertation avec les acteurs locaux et la société civile pour garantir leur pertinence et leur acceptation.

Les défis qui se présentent lors de la mise en œuvre de ces politiques sont multiples : ils incluent la nécessité de surmonter le scepticisme ambiant, alimenté par une histoire de mauvaise gestion et de corruption. Pour contrer cela, il est vital que les réformes budgétaires soient accompagnées d'un engagement politique fort, démontrant la volonté du gouvernement de prendre des mesures significatives vers une meilleure gouvernance. Ce processus doit être soutenu par des normativités et des pratiques qui construisent une culture de responsabilité civique, où les citoyens ne se contentent plus d'observer, mais participent activement aux décisions qui touchent leurs vies (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

II.2. Rôle des outils technologiques et de la communication financière

L'importance des outils technologiques et de la communication financière dans le cadre de la transparence budgétaire est cruciale, notamment dans un pays comme l'Algérie, où les enjeux de bonne gouvernance sont prédominants. En effet, la révolution numérique offre des possibilités inédites pour améliorer la manière dont les gouvernements partagent des informations budgétaires avec les citoyens. Les plateformes numériques, les applications mobiles et les outils de visualisation de données peuvent transformer des informations complexes en contenus accessibles et compréhensibles, ouvrant ainsi la voie à une plus grande implication du public dans les affaires financières de l'État. Les technologies de l'information permettent de démocratiser l'accès à l'information budgétaire, de sorte que les citoyens puissent, non seulement suivre les dépenses publiques, mais également s'impliquer dans le débat sur les priorités budgétaires (Barka & Kissi, 2022).

Cela nécessite toutefois une stratégie de communication financière proactive et efficace, où l'État ne se limite pas à publier des données, mais engage un véritable dialogue avec les citoyens. La communication doit être conçue de manière à répondre aux préoccupations des différentes couches sociales. Par exemple, des webinaires, des vidéos explicatives et des infographies peuvent être utilisés pour expliquer comment le budget national est élaboré, quels en sont les enjeux et comment il impacte la vie quotidienne des citoyens. Un tel engagement pourrait aider à établir une culture de transparence et de responsabilité, où les citoyens ne voient pas l'État comme un entité lointaine, mais comme un partenaire avec lequel ils peuvent interagir (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Un des défis majeurs réside dans la capacité des agents publics à utiliser efficacement ces outils technologiques. Il est essentiel de former les agents de l'État pour qu'ils puissent non seulement maîtriser les plateformes numériques, mais aussi les utiliser pour maximiser l'impact de leur communication. Cette formation doit inclure des aspects techniques, mais aussi des compétences en communication interpersonnelle, afin que les fonctionnaires puissent répondre aux questions et préoccupations des citoyens de manière appropriée. En investissant dans ces compétences, l'Algérie peut non seulement améliorer la compréhension des finances publiques, mais aussi relever le défi de la confiance entre le gouvernement et les citoyens, qui a souvent été entamée par des années de mauvaise gestion (Barka & Kissi , 2022), (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

La mise en place d'outils de suivi et d'évaluation basés sur la technologie offre également des avantages significatifs. Par exemple, les systèmes d'information budgétaire peuvent être conçus pour offrir des mises à jour en temps réel sur les budgets alloués et les dépenses effectives. De tels systèmes permettent non seulement d'améliorer la transparence, mais aussi de favoriser une culture de la performance dans la gestion des finances publiques, où les résultats peuvent être mesurés et analysés en continu. Ces outils devraient être accompagnés d'indicateurs clairs de performance, développés en collaboration avec la société civile, afin d'assurer leur pertinence et leur acceptation par le grand public. Ainsi, le cycle d'évaluation et d'amélioration continue devient une norme, en complétant les efforts de communication (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Parallèlement, pour maximiser l'impact des outils technologiques, il est impératif de renforcer l'infrastructure technologique elle-même. Cela passe par la mise à niveau des systèmes informatiques existants et l'investissement dans des technologies émergentes, comme l'intelligence artificielle et l'analyse de données, pour fournir des solutions innovantes au défi de la transparence budgétaire. En intégrant ces technologies, l'Algérie peut mieux répondre à la demande croissante de transparence de la part des citoyens, tout en s'inscrivant dans une démarche de modernisation de l'administration publique (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

L'interconnexion entre les outils technologiques, la communication financière, et le processus de transparence budgétaire souligne l'importance d'une approche intégrée et systémique pour répondre aux attentes des citoyens. Par ailleurs, une telle stratégie peut également encourager une participation citoyenne plus active, ce qui rend les politiques budgétaires non seulement plus transparentes, mais également plus efficaces et adaptées aux besoins réels de la population. En somme, l'adoption de ces outils peut renforcer non seulement la transparence budgétaire, mais aussi établir un modèle de gouvernance plus inclusif et équitable dans le secteur public algérien, en transformant la perception des citoyens sur l'État et ses institutions (Barka & Kissi , 2022) (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

II.3. Responsabilités, contrôle et reddition des comptes

La transparence budgétaire dans le secteur public est intimement liée à la responsabilisation, au contrôle et à la reddition des comptes. Ces éléments forment un cadre indispensable pour garantir une gouvernance publique saine où les ressources sont utilisées de manière efficiente et équitable. En Algérie, le développement de mécanismes de transparence ne peut se réaliser efficacement sans que les acteurs concernés, tant au niveau des administrations publiques que des citoyens, soient pleinement engagés dans une dynamique de responsabilité partagée.

Lorsqu'il s'agit de responsabilité, il est essentiel d'établir un lien clair entre les décideurs et leurs choix budgétaires. Cela signifie que les responsables doivent être tenus de justifier leurs décisions et d'expliquer les conséquences de ces choix sur la population. La reddition des comptes nécessite ainsi que des mécanismes de suivi et d'évaluation soient mis en place pour évaluer l'impact des décisions budgétaires sur le terrain. Des instances de contrôle indépendantes et transparentes doivent être renforcées dans ce cadre, permettant aux citoyens de demander des comptes aux autorités sur la gestion des finances publiques (Barka & Kissi , 2022). Une telle démarche peut contribuer à établir une culture de la comptabilité, où les citoyens se sentent habilités à s'interroger sur les décisions financières qui les affectent.

De plus, le contrôle joue un rôle prépondérant dans la transparence budgétaire. Les systèmes de contrôle interne et externe doivent être robustes et fonctionner de manière complémentaire pour garantir l'intégrité des données budgétaires et leur conformité aux objectifs de dépenses fixés. Les audits réguliers, tant internes qu'externes, permettent de détecter des anomalies et des irrégularités dans les processus budgétaires, renforçant ainsi la confiance des citoyens dans leur gouvernement. (Heald, 2003), montre que la transparence fiscale, bien mesurée, est essentielle pour prévenir les dérives et instaurer une gouvernance responsable ». Les rapports d'audit doivent être rendus publics et accessibles, permettant aux citoyens de suivre la performance de l'État et de comprendre l'utilisation qui est faite de leur argent (Daddi Ddoun & Oudai, 213). La portée de la reddition des comptes ne se limite pas seulement à la communication d'informations financières. Elle implique également une responsabilisation proactive. Par exemple, l'Algérie peut adopter des initiatives visant à permettre une participation citoyenne à l'élaboration du budget. Cela peut se matérialiser par la mise en place de forums publics où les citoyens peuvent exprimer leurs opinions sur les priorités budgétaires. De tels mécanismes favorisent une transparence budgétaire significative, car ils impliquent directement les citoyens dans la prise de décision, augmentant ainsi leur engagement et leur satisfaction envers les politiques publiques. Il est indispensable que les outils de communication financière soient conçus pour informer, mais aussi pour écouter et intégrer le feedback citoyen dans le processus budgétaire (Barka & Kissi , 2022), (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Les technologies numériques, mentionnées précédemment, peuvent également renforcer les mécanismes de contrôle et de reddition des comptes. Par exemple, les plateformes en ligne peuvent offrir des tableaux de bord interactifs permettant aux citoyens de suivre les projets financés par des fonds publics en temps réel. Une telle transparence rend difficile la dissimulation de la mauvaise gestion et peut inciter à un comportement plus éthique de la part des responsables. Les applications mobiles peuvent également offrir des fonctionnalités permettant aux citoyens de signaler des irrégularités ou des abus liés aux dépenses publiques (Boutayeb, 2015). Il est également essentiel d'intégrer des indicateurs de performance liés aux objectifs de développement durable dans le cadre du contrôle budgétaire. En alignant les dépenses publiques avec des résultats mesurables, les administrations peuvent démontrer à la fois leur efficacité et leur engagement envers de meilleures

pratiques de gouvernance. L'élaboration de ces indicateurs doit être un processus collaboratif, impliquant des experts, des représentants de la société civile et des citoyens, pour garantir leur pertinence et leur acceptabilité dans le contexte algérien (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

III. Défis et perspectives d'amélioration de la transparence budgétaire

III.1. Obstacles institutionnels et résistances culturelles

Les défis liés à la transparence budgétaire en Algérie ne se limitent pas seulement à des questions techniques ou procédurales ; ils revêtent également un caractère institutionnel et culturel qui requiert une attention particulière. Parmi les obstacles institutionnels, le manque de coordination entre les différentes entités gouvernementales constitue un frein majeur à l'adoption de pratiques de transparence budgétaire. En effet, chaque ministère ou collectivité locale fonctionne souvent de manière isolée, ce qui entraîne une fragmentation des informations budgétaires et une difficulté à établir une vue d'ensemble claire des dépenses publiques. Ce cloisonnement met en évidence la nécessité d'un cadre institutionnel intégré qui favorise la coopération interinstitutionnelle et la partage de l'information budgétaire relevant du secteur public (Boutayeb, 2015). La mise en place d'un bureau centralisé chargé de superviser et d'harmoniser les procédures budgétaires pourrait contribuer à surmonter ce défi, favorisant ainsi une culture de transparence et d'intégration au sein de l'administration publique. A cela s'ajoute l'absence de formation adéquate pour les agents publics en matière de gestion budgétaire et de transparence. Beaucoup de fonctionnaires manquent de compétences techniques et d'outils nécessaires pour appréhender les enjeux et les exigences de la transparence budgétaire. Une telle lacune peut perpétuer des pratiques administratives peu transparentes et une résistance au changement de la part des agents publics qui sont souvent réticents à adopter de nouvelles méthodes de travail (Kissi, 2017). Par conséquent, il est impératif d'instaurer des programmes de formation continue basés sur les bonnes pratiques de transparence budgétaire et adaptés au contexte algérien. Ce renforcement des capacités pourrait transformer les mentalités et ainsi réduire les résistances institutionnelles à la mise en œuvre des réformes nécessaires.

Sur un plan culturel, la méfiance généralisée vis-à-vis des institutions publiques et la perception d'un manque de volonté politique à améliorer la transparence constituent des obstacles significatifs. Cette méfiance est souvent nourrie par des scandales de corruption et de mauvaise gestion des ressources publiques, ce qui conduit à un désengagement des citoyens et à une faible participation aux mécanismes de reddition de comptes et aux processus budgétaires (Kissi, 2017). Un effort pour reconstruire cette confiance pourrait passer par une communication proactive et transparente de la part des gouvernants. Les plateformes numériques, par exemple, pourraient servir d'outils puissants pour diffuser des informations claires et accessibles sur l'utilisation des fonds publics, tout en permettant aux citoyens de poser des questions et d'interagir avec les responsables (Kissi, 2017). Les normes culturelles en matière de participation civique également jouent un rôle déterminant dans l'acceptation ou le rejet des initiatives liées à la transparence budgétaire. Dans un contexte où la culture de la participation est encore en développement, les citoyens peuvent se sentir surtout dépossédés des décisions qui les concernent, renforçant ainsi leur sentiment d'aliénation vis-à-vis des processus gouvernementaux. Les initiatives de sensibilisation doivent donc s'accompagner d'espaces de dialogue ouverts où les citoyens peuvent exprimer leurs préoccupations et aspirations. Cela nécessite une stratégie de communication qui ne se contente pas de transmettre des informations, mais qui engage véritablement les citoyens dans des discussions sur les priorités budgétaires et leur mise en œuvre (Boutayeb, 2015), (Kissi, 2017).

Les résistances culturelles ne se limitent pas uniquement à la part des citoyens ; elles existent également au sein des institutions elles-mêmes. Les habitudes bureaucratiques ancrées et une mentalité de secret autour des informations budgétaires peuvent entraver la mise en œuvre de réformes visant à accroître la transparence. La transformation de cette culture organisationnelle devra être abordée en intégrant un leadership engagé dans la promotion de la transparence, ainsi qu'en facilitant des mécanismes d'incitation pour les fonctionnaires qui adoptent des pratiques transparentes. Mettre en place des récompenses et des reconnaissances pour l'effort de transparence pourrait également encourager d'autres à suivre des exemples positifs au sein de l'administration publique (Boutayeb, 2015).

Les obstacles institutionnels et les résistances culturelles en matière de transparence budgétaire en Algérie sont interconnectés et nécessitent une approche systémique pour être surmontés. (De Renzio & Wehner, 2017) démontrent que l'ouverture fiscale améliore non seulement la transparence mais renforce aussi l'efficacité des dépenses publiques par une meilleure allocation des ressources ». La mise en œuvre de réformes ambitieuses doit être accompagnée de changements culturels et institutionnels, allant de la formation et de la sensibilisation à l'amélioration de la coopération interinstitutionnelle. En permettant une participation active des citoyens tout en favorisant des pratiques de transparence au sein des administrations, l'Algérie pourra envisager un avenir où la bonne gouvernance et la confiance dans les institutions publiques ne sont pas de simples idéaux, mais une réalité tangible et accessible pour tous (Kissi, 2017).

IV. Propositions de réformes et mise en œuvre de meilleures pratiques

Pour améliorer la transparence budgétaire en Algérie, il est essentiel d'envisager un ensemble de réformes qui vont au-delà des simples ajustements techniques. Une approche systématique et intégrée qui touche à toutes les facettes de la gouvernance financière s'avère nécessaire pour instaurer une culture de transparence durable. Tout d'abord, une réforme budgétaire efficace devrait inclure la création d'un cadre législatif robuste qui impose des normes claires de transparence, détaillant la manière dont les budgets doivent être élaborés, exécutés et reportés. Ce cadre devrait encourager la reddition de comptes à tous les niveaux de gouvernement et des collectivités locales. En effet, les collectivités locales jouent un rôle crucial dans l'engagement des citoyens, et il est impératif qu'elles soient dotées des ressources nécessaires pour garantir une gestion transparente des dépenses publiques (Kissi, 2017).

Dans le cadre de cette réforme, il serait également judicieux d'intégrer des outils numériques qui facilitent une meilleure gestion et diffusion de l'information budgétaire. L'utilisation de plateformes accessibles où les citoyens peuvent consulter les données budgétaires, poser des questions et faire des commentaires pourrait grandement encourager une participation active des citoyens. Une telle initiative permettrait non seulement de mieux informer les citoyens sur l'utilisation des fonds publics, mais aussi de renforcer leur confiance dans les institutions (Kissi, 2017). Il est prouvé que l'engagement du public à travers des mécanismes de rétroaction et de consultation peut renforcer l'efficacité des programmes gouvernementaux, surtout dans un contexte où la méfiance envers les autorités est palpable (Kissi, 2017).

L'amélioration de la formation des agents publics est également une pièce maîtresse dans l'édifice de la transparence budgétaire. Proposer des modules de formation sur les bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire et de transparence, adaptés aux réalités algériennes, pourrait transformer la culture institutionnelle et permettre une meilleure appropriation de ces enjeux par les fonctionnaires. À cet égard, il est crucial que ces programmes incluent des cas pratiques et des

études de cas tirées d'expériences réussies dans d'autres pays du Maghreb ou à l'international, soulignant comment ces pratiques ont contribué à des améliorations concrètes dans la transparence (Boutayeb, 2015).

Une autre proposition de réforme importante pourrait être l'établissement de mécanismes d'incitation qui récompensent les administrations publiques et les agents qui adoptent des pratiques transparentes. En mettant en place des systèmes de reconnaissance, qu'ils soient financiers ou symboliques, on pourrait encourager un changement de mentalité au sein des institutions, et ainsi réduire les résistances et favoriser une culture de collaboration. De tels mécanismes d'incitation doivent toutefois être soigneusement conçus pour ne pas donner lieu à des abus ou à des pratiques de favoritisme (Boutayeb, 2015).

Sur un plan plus large, il est impératif de développer une stratégie de communication structurée qui engage les citoyens à différents niveaux. Il ne suffit pas de transmettre des informations, il est nécessaire de créer un véritable dialogue. Ce dialogue pourrait se matérialiser à travers des forums de discussion publics, où les citoyens sont invités à exprimer leurs préoccupations et suggestions par rapport aux choix budgétaires. Cela nécessiterait également que les responsables gouvernementaux prennent le temps d'expliquer les raisons derrière certaines décisions budgétaires complexes, afin de dissiper les malentendus et de renforcer la légitimité des choix effectués (Kissi, 2017).

Par ailleurs, au-delà des mesures techniques et institutionnelles, il est essentiel de s'attaquer aux perceptions culturelles qui entourent la transparence budgétaire. Des campagnes de sensibilisation visant à éduquer les citoyens sur l'importance de leur rôle dans le processus de gouvernance peuvent contribuer à renforcer leur engagement. La vision d'une administration ouverte où les citoyens sont considérés comme des partenaires, plutôt que comme de simples sujets des décisions gouvernementales, pourrait favoriser un environnement où la transparence est non seulement exigée, mais également valorisée (Kissi, 2017).

Conclusion

Synthèse des analyses et implications pour la gouvernance

Cette synthèse des analyses révèle que la transparence budgétaire est une condition sine qua non pour améliorer la gouvernance dans le secteur public en Algérie. Les études ont démontré que des pratiques de transparence bien ancrées conduisent non seulement à une meilleure gestion des ressources, mais aussi à un renforcement de la confiance du public envers les institutions (Barka & Kissi, 2022). En ce sens, les réformes proposées dans le cadre de ce mémoire ne doivent pas être perçues comme des mesures isolées, mais comme un élément central d'une stratégie de gouvernance à long terme.

L'interconnexion entre transparence budgétaire et participation citoyenne se dessine comme un fil directeur des réflexions menées. Lorsqu'elle est mise en œuvre efficacement, la transparence du budget stimule l'engagement des citoyens et les invite à s'impliquer dans les processus décisionnels. Par ailleurs, les collectivités locales, souvent en première ligne des décisions budgétaires, doivent être des acteurs clés dans cette dynamique, car la transparence à ce niveau peut significativement influencer la perception des citoyens envers leurs gouvernants (Kissi, 2017). Les initiatives de formation adaptées aux agents publics à différents échelons de l'administration sont également essentielles, car elles permettent d'insuffler une nouvelle culture de responsabilité et de régularité, ce qui est vital dans un contexte où la confiance aurait besoin d'être restaurée.

L'importance d'un cadre législatif clair ne saurait être sous-estimée ; en effet, définir des normes précises sur la manière de gérer et d'exposer les finances publiques est un préalable indispensable. Cela non seulement favorise un environnement propice à la transparence, mais établit également des attentes claires pour toutes les parties prenantes (Daddi Ddoun & Oudai, 213). Dans ce contexte, les outils numériques jouent un rôle fondamental ; les plateformes virtuelles, en permettant un accès facilité aux informations budgétaires, peuvent accroître l'inclusivité de la gouvernance et renforcer le lien entre les citoyens et l'administration.

De plus, le développement d'un dialogue constructif entre l'administration et les citoyens constitue un enjeu majeur pour faire de la transparence un véritable levier de performance. Créer un espace de discussions où les citoyens peuvent poser des questions et exprimer leurs préoccupations vis-à-vis des choix budgétaires contribue à une meilleure compréhension des enjeux par les populations, donc à un renforcement de la légitimité des actions gouvernementales (Barka & Kissi, 2022). Cet engagement mutuel entre les gouvernants et les citoyens est d'autant plus pertinent dans le contexte algérien, où la mobilisation citoyenne pour la transparence est souvent perçue comme une émanation de la demande croissante de redevabilité.

Les mécanismes d'incitation aux bonnes pratiques, qu'ils soient matériels ou symboliques, devront être soigneusement élaborés pour encourager les institutions à adopter des comportements transparents. Ces incitations doivent être équilibrées, afin d'éviter les abus, mais elles représentent un outil puissant pour orienter les comportements vers une plus grande responsabilité des agents publics. En parallèle, les campagnes de sensibilisation sont incontournables pour faire évoluer les perceptions culturelles sur la transparence et la gouvernance. Informer les citoyens sur la valeur de leur implication dans les processus budgétaires pourrait contribuer à faire évoluer une culture qui voit encore la transparence comme une contrainte plutôt qu'un atout.

Les propositions de réformes doivent ainsi s'articuler autour d'un objectif : instaurer une culture de transparence qui soit durable et profondément ancrée dans le fonctionnement public. Dans cette optique, il est essentiel de souligner, comme le note (Heald, 2003), que la transparence budgétaire ne se limite pas à la publication des données, mais nécessite un cadre de contrôle rigoureux pour assurer la crédibilité des institutions publiques.

Par ailleurs, (Schick, 2008) rappelle que l'efficacité des dépenses publiques repose sur la combinaison d'une discipline budgétaire stricte et d'une transparence totale. Ces éléments sont indispensables pour renforcer la légitimité de l'action publique. » L'harmonisation d'efforts visant à responsabiliser les agents publics, à informer et à impliquer les citoyens s'avère nécessaire pour construire un cadre de confiance mutuelle (Kissi, 2017). L'instauration de cette culture sera le reflet d'une gouvernance véritablement participative, où la reddition de comptes est plus qu'une obligation légale, mais une valeur partagée, ancrée dans le fonctionnement des institutions publiques. In fine, la transparence budgétaire pourrait devenir, non seulement un impératif, mais aussi un moteur de l'innovation et de l'amélioration continue dans les pratiques de gestion publique, contribuant ainsi à l'émergence d'un modèle de gouvernance moderne et efficace en Algérie (Barka & Kissi, 2022), (Daddi Ddoun & Oudai, 213).

Recommandations pour une transparence budgétaire accrue

Dans le cadre de la recherche d'une transparence budgétaire accrue, plusieurs recommandations peuvent être dégagées, visant à renforcer la bonne gouvernance dans le secteur public algérien. En premier lieu, il est impératif de mettre en place des structures claires au sein des administrations publiques pour garantir l'existence de processus transparents et responsables. La définition de rôles spécifiques pour les différents acteurs impliqués dans la gestion des finances publiques peut réduire le manque de responsabilité et favoriser une culture de l'intégrité. Parallèlement, il est essentiel d'adopter des normes juridiques précises sur la gestion budgétaire, telles que l'accès à l'information et des délais de publication clairs (Daddi Ddoun & Oudai, 213). Ces normes créeront non seulement un cadre légal favorable à la transparence, mais permettront également aux citoyens de comprendre et de suivre les choix budgétaires.

Ensuite, l'implémentation de solutions numériques représente une opportunité incontournable pour dynamiser cette transparence. Le recours à des plateformes numériques favorisant l'accès direct et facile aux documents budgétaires ne doit pas être sous-estimé. Ce type d'initiative facilite non seulement l'inclusion des citoyens dans le processus décisionnel, mais permet également de renforcer la confiance envers les institutions publiques en rendant les informations plus accessibles et compréhensibles. Une utilisation intelligente de la technologie pourrait également réduire les délais d'attente et d'analyse, tout en donnant aux citoyens les outils nécessaires pour s'engager activement dans les débats autour des choix financiers de leur pays.

Par ailleurs, les collectivités locales doivent être vues comme des piliers centraux du processus de transparence. En effet, la gestion budgétaire à ce niveau revêt une importance cruciale, car elle est souvent la plus proche des citoyens. Ainsi, des sessions de formation et de sensibilisation destinées aux agents municipaux devraient être organisées pour leur donner les compétences nécessaires à la mise en œuvre de pratiques budgétaires transparentes et responsables (Kissi, 2017). Leurs actions peuvent motiver une mobilisation au niveau communautaire, incitant les citoyens à prendre part aux discussions budgétaires et à superviser l'utilisation des fonds publics. Quand les citoyens se sentent concernés et investis, ils deviennent de véritables acteurs du changement.

Il est également crucial d'établir des mécanismes de reddition de comptes solides. Ces mécanismes devraient permettre aux citoyens de poser des questions et de faire entendre leur voix lors des décisions budgétaires. Créer des espaces dédiés pour dialoguer sur les préoccupations liées aux budgets des collectivités et de l'État en général est fondamental pour construire une confiance mutuelle et renforcer la légitimité des décisions publiques (Barka & Kissi , 2022). Ce dialogue permanent avec la société civile permettra non seulement d'éclairer les décisions gouvernementales, mais aussi de s'assurer que les choix budgétaires répondent effectivement aux besoins des citoyens.

La mise en place de mécanismes incitatifs pour les institutions publiques pourrait également jouer un rôle déterminant dans l'accélération des réformes budgétaires. Ces incitations, qu'elles soient financières ou symboliques, auraient pour but de récompenser les comportements exemplaires en matière de transparence et de responsabilité. Une telle approche permettrait d'adopter des meilleures pratiques et d'ancrer la transparence dans les habitudes de travail des agents publics.

Ces recommandations doivent être considérées comme inter-déterminées et appelées à se renforcer mutuellement. En somme, la transparence budgétaire ne saurait être une fin en soi, mais plutôt un élément d'une stratégie intégrée et continue en faveur d'une gestion publique plus efficace et responsable. En adoptant ces mesures, l'Algérie pourrait non seulement améliorer la gouvernance dans son secteur public, mais aussi évoluer vers un modèle où les institutions et les citoyens collaborent pour un avenir meilleur (Barka & Kissi , 2022).

Ouverture : Vers une gouvernance innovante

Perspectives internationales et nouvelles orientations

Les perspectives internationales concernant la transparence budgétaire et leur impact sur la gouvernance dans le secteur public algérien mettent en lumière une nécessité croissante d'adapter les pratiques nationales aux normes et standards globaux. À l'heure des échanges interconnectés, il est fondamental de comprendre que l'Algérie, tout comme d'autres nations, évolue dans un contexte mondial qui valorise de plus en plus la responsabilité, l'intégrité et la transparence au sein des administrations publiques. La réussite ou l'échec des initiatives de transparence budgétaire ne peut ainsi être appréhendé comme une problématique isolée ; elles doivent être intégrées dans un cadre plus large qui tient compte des exigences de coopération internationale et des meilleures pratiques observées dans d'autres pays. L'intégration de normes internationales de transparence budgétaire, telles que celles établies par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou le Fonds monétaire international (FMI), représente une orientation stratégique clé. Ces normes offrent des directives sur les pratiques de gestion des finances publiques, y compris sur la publication d'informations budgétaires et l'implication des citoyens dans le processus budgétaire. Promouvoir l'adhésion à ces normes peut favoriser une harmonisation des processus budgétaires algériens avec ceux des pays qui affichent déjà une plus grande transparence. En appliquant ces standards, l'Algérie pourrait non seulement améliorer la confiance envers ses institutions, mais également ouvrir la voie à un accès accru au financement extérieur qui exige généralement des pratiques de gouvernance éprouvées (Barka & Kissi , 2022).

Un autre aspect essentiel concerne le benchmarking avec d'autres pays qui ont réussi à améliorer leur transparence budgétaire. Des études de cas sur des nations comme le Chili ou le Canada, qui ont instauré des pratiques transparentes et inclusives, peuvent offrir des leçons précieuses. Par exemple, le modèle chilien de suivi budgétaire par des organismes de contrôle indépendants peut inspirer la création d'entités similaires en Algérie, favorisant les retours d'expérience et les bonnes

pratiques au sein de la société civile (Daddi Ddoun & Oudai, 213). Ce benchmarking ne se limite pas seulement à l'inspiration, mais favorise également des échanges entre pays qui pourraient inclure des mouvements de techniciens, des formations ainsi que des séminaires visant à renforcer les capacités locales tout en assurant une parade contre les dérives et les pratiques corrompues.

L'efficacité des réformes en matière de transparence budgétaire sera également déterminée par la façon dont elles prennent en compte les spécificités culturelles et socio-économiques de l'Algérie. Les contextes historiques et sociaux influencent inévitablement les attitudes des citoyens envers la transparence et leur degré d'engagement. Ainsi, il est crucial d'adapter les approches internationales à la réalité locale. Des campagnes de sensibilisation peuvent être développées pour éduquer le public sur l'importance de la transparence budgétaire, mais également sur leurs droits et capacités en tant que citoyens à interagir avec les processus décisionnels. Cela renforcerait le tissu sociétal et inciterait à un engagement qui est particulièrement crucial dans un contexte où l'adhésion des citoyens aux réformes peut être fluctuante.

Un autre facteur déterminant est l'importance des partenariats avec des organisations internationales et des ONG qui œuvrent pour la transparence et la bonne gouvernance. Ces collaborations peuvent jouer un rôle crucial pour soutenir les initiatives locales, notamment en matière de formation de personnel et en fournissant des ressources, matériaux et outils qui pourraient compléter les efforts gouvernementaux. De telles synergies pourraient également renforcer la crédibilité des efforts de transparence en établissant une distinction claire entre les initiatives gouvernementales et les intérêts citoyens. Les ONG peuvent également agir comme des médiateurs entre l'État et la société civile, facilitant le dialogue autour des préoccupations budgétaires et incitant les citoyens à s'exprimer sur les enjeux qui les touchent directement.

Les défis à relever sont significatifs, notamment en ce qui concerne la persistance de méthodes budgétaires opaque et parfois déconnectées des réalités vécues par les citoyens. À cet égard, (De Renzio & Wehner, 2017) insistent sur l'impact positif de l'ouverture fiscale (fiscal openness) dans l'amélioration de l'allocation des ressources publiques et le renforcement de la redevabilité démocratique.

Enfin, (Fölscher, 2007) souligne que toute amélioration durable de la transparence doit s'accompagner d'une participation citoyenne accrue, considérée comme un pilier fondamental des réformes budgétaires réussies.

Ainsi, pour l'Algérie, combiner les meilleures pratiques internationales à une dynamique locale adaptée permettrait d'asseoir une gouvernance plus ouverte et résiliente. »

Travaux cités

- Barka, Z., & Kissi, F. (2022, 06 01). Etat De La Gouvernance Des Finances Publiques En Algérie. *Revue Algerienne de finance publiques*, 12(1), 1-10. Consulté le 04 12, 2025, sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/191225>
- Daddi Ddoun, N., & Oudai, M. (2013, 12 07). Reforme Budgetaire En Algerie : Vers Une Gouvernance Axee Sur La Performance, Partie2. *Revue des reformes economique et integration dan l'économie mondiale*, 7(14), 201-224. Consulté le 04 12, 2025, sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/47097>
- Kissi, F. (2017, 09). La réforme de la gestion des dépenses publiques au niveau des collectivités locales en Algérie. *evue jurisprudence*(15), 11-25. Récupéré sur <https://www.vitamedz.com/articlesfiche/7222/7222591.pdf>
- Boutayeb, E.-S. (2015, 01 26). *La réforme budgétaire au Maghreb (Maroc-Algérie-Tunisie) face aux défis d'une nouvelle gouvernance financière performante*. Récupéré sur Thèses.fr: <https://theses.fr/2015AIXM1010>
- De Renzio, P., & Wehner, J. (2017, August). *The impacts of Fiscal Openness*. Consulté le Fév 2025, sur JSTOR: <https://www.jstor.org/stable/44653758>
- Schick, A. (2008). *A Contemporary Approach to Public Expenditure Management : A contemporary approach to public expenditure management*. Récupéré sur World Bank: <http://documents.worldbank.org/curated/en/739061468323718599>
- Heald, D. (2003, Dec). *Fiscal Transparency: Concepts, Measurement and UK Practice*. Récupéré sur Wily. Online Library: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.0033-3298.2003.00369.x>
- Fölscher, A. (2007). Budget transparency and participation: Five challenges and some responses. *OECD Journal on Budgeting*, 7(1), 135-157.
- E. Alt, J., & Dreyer Lassen, D. (2006, July). Transparency, Political Polarization, and Political Budget Cycles in OECD Countries. *American Journal of Political Science*, 50(3), 530-550.
- OECD. (2017). *OECD Budget Transparency Toolkit Practical Steps for Supporting Openness, Integrity and Accountability in Public Financial Management*. Récupéré sur <http://dx.doi.org/10.1787/9789264282070-en>